

<http://lipietz.net/Pourquoi-les-ultra-liberaux-anglo-saxons-revent-d-un-non-Francais>

Pourquoi les « ultra libéraux » anglo-saxons rêvent d'un « non » Français

- Économiste, auteur - Bonnes lectures -



Date de mise en ligne : vendredi 15 avril 2005

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Un point de vue (très) intéressant.

Dans un article du journal « Times » du 14 avril dernier, [Anatole Kaletsky, principal éditorialiste économiste et éditeur associé du London Times](#), très en vogue dans le milieu économique et financier anglo-saxons, explique [pourquoi il espère un « non » français](#).

Morceaux choisis :

« [Pourquoi je dis Oui à un Non français](#) », d'Anatole Kaletsky dans le Times.

"La victoire du Non en France serait un coup d'accélérateur pour la libéralisation de la France et de l'Europe - libéralisation économique et politique."

La victoire du Non en France sonnerait la mort de la Constitution et donc de l'exception européenne. Car c'est une illusion, estime le commentateur du Times, une illusion de croire que la France et l'Europe ont un modèle social qui n'a pas besoin de suivre les lois de l'économie. Des lois qui s'appliquent dans le reste du monde. Une victoire du Non en France obligera les Européens à réaliser que leur bien-être dépend des performances de l'économie et non pas de la rédaction d'une Constitution."

Anatole Kaletsky estime par ailleurs que « la France et l'Europe doivent se libérer de toute vision (toujours selon lui) dirigiste et dépassée ». D'après son analyse, le vrai clivage réside entre un Oui protectionniste (européen) et un Non libre-échangiste (mondial). Un Non français ne peut donc qu'être favorable à la libéralisation des marchés et à la globalisation économique, sans le risque d'entrave politique - l'hypothèque constitutionnelle étant levée.

Enfin l'auteur explique pourquoi l'échec de la constitution européenne ferait progresser la libéralisation :

Premièrement parce que ce serait un sérieux avertissement aux politiciens et aux fonctionnaires européens qui n'ont pas su gérer l'économie européenne selon les lois du marché.

Deuxièmement parce que ce serait la fin du modèle social européen mentionné dans le traité (ce que le journaliste appelle l'*European exceptionalism*).

Troisièmement parce que les peuples et les élites de l'Europe se rendront vite compte que leur puissance sera fonction de la performance économique de l'Europe et non de la dangereuse.